

06-11-02

Pan, Mdrgf, Lidl...

Des ONG européennes (essentiellement PAN et MDRGF) tentent d'élargir le "succès" de la campagne de Greenpeace en Allemagne, en demandant à tous les Lidl d'Europe de fixer des limites de résidus plus strictes que la loi et de vendre du bio, "afin de réduire la présence des résidus de pesticides dans les produits vendus dans notre pays".

http://www.mdrgf.org/pdf/L063110_Lettre_LIDL_France.pdf

(Un communiqué de presse d'Agrisalon se fait l'écho sans commentaire de cette campagne. Voir lien ci-après (ou en fin de mail) <http://www.agrisalon.com/06-actu/article-17659.php>)

Cette campagne n'a aucune justification scientifique.

Des limites de résidus plus strictes n'apporteraient rien à la sécurité des consommateurs, décrédibiliseraient les LMR fixées par les Pouvoirs Publics sans aucun bénéfice. Pire, en introduisant abusivement une défiance du consommateur vis-à-vis des fruits et légumes, en les renchérissant significativement, elles constituent un obstacle à la consommation de fruits et légumes. Alors que les fruits et légumes sont reconnus comme un facteur indéniable de santé publique. Sans compter que, du fait de leur inapplicabilité sur le terrain, ces limites plus strictes introduiraient de l'opacité, là où les politiques qualité ont pour mission d'introduire de la transparence.

Quant au bio, s'il a une place dans le coeur des consommateurs (et sur le marché...), les promouvoir en s'appuyant sur le thème de la sécurité n'est sans doute pas le plus approprié, et pourrait se révéler à double tranchant.

Des documents permettent d'établir un argumentaire par rapport à cette campagne.

Quelques-uns sont disponibles auprès de Freshfel : concernant les LMR, concernant les demandes non-réglementaires.

Quelques liens menant vers des articles de Bruce Ames peuvent également être utiles :

<http://www.ideachannel.com/Ames.htm>

<http://204.200.197.158/amesint.shtml>

Les rapports de la DG SANCO (Union Européenne) concernant la surveillance des résidus dans l'alimentation sont également instructifs et montrent que la santé des consommateurs est assurée. Voir http://ec.europa.eu/food/fvo/specialreports/pesticides_index_en.htm

Plus fondamentalement, on peut se demander si, dans cette campagne, il y a d'autre but pour ces ONG que de faire parler d'elles, sans se soucier des conséquences sur la santé publique, ou sur l'environnement.

Il peut être utile de prendre rendez-vous avec les directions des Lidl en Europe, soit à titre individuel (commercial), soit au titre de la profession, de façon à montrer que l'intérêt de Lidl n'est pas de suivre aveuglément

Il peut être également utile que les Pouvoirs Publics (ré)affirment leur autorité en défendant la validité des LMR auprès de Lidl, et de l'ensemble des distributeurs.

Communiqué d'Agrisalon

Le discounter LIDL, cible des ONG anti-pesticides

[31/10/2006 10:35] Dans une lettre commune ouverte envoyée le 25 octobre dernier, 18 ONG de 14 pays européens demandent à la chaîne de supermarchés discount LIDL de réduire fortement la contamination par les pesticides des fruits et des légumes vendus dans ses magasins et également vendre des produits biologiques, ceci dans toutes ses branches européennes.

Fin 2005, LIDL avait été classée plus mauvaise chaîne de supermarché en regard de la présence de résidus de pesticides dans les fruits et les légumes vendus dans les rayons de ses magasins allemands (tests effectués par Greenpeace Allemagne). Début 2006, LIDL Allemagne a donc présenté des mesures visant à réduire la présence des résidus de pesticides dans les aliments frais vendus dans ses magasins.

« Nous demandons donc à LIDL France de vendre des aliments exempts de résidus de pesticide le plus vite possible et de mettre en application au moins les mêmes normes et mesures de réduction des résidus que celles appliquées en Allemagne. Nous demandons également à LIDL France de mettre en vente immédiatement des produits issus de la filière biologique. Aujourd'hui [25/10/06], comme le MDRGF, 18 ONG de 14 pays d'Europe

demandent collectivement à LIDL, dans une lettre ouverte, de réduire les résidus de pesticides dans les aliments vendus par ses magasins dans toute l'Europe, avec des mesures et des normes au moins au niveau de LIDL Allemagne. » déclare François Veillerette, Président du Mouvement pour les droits et le respect des générations futures (MDRGF).